
Mémoire du Président
Proposition de financement additionnel
République du Ghana
Programme en faveur des petites entreprises
ruralesNuméro du programme: 11000001592

Cote du document: EB 2022/LOT/P.15/Rev.1

Date: 27 décembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 62.

Questions techniques:

Sana F. K. Jatta
Directeur régional
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
courriel: s.jatta@ifad.org

Hani A. Elsadani Salem
Directeur de pays
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
courriel: h.elsadani@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du programme	1
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d’être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coût, avantages et financement	6
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d’atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	11
IV. Exécution	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	11
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	12
D. Modifications qu’il est proposé d’apporter à l’accord de financement	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Cadre logique mis à jour incorporant le financement additionnel
- II. Résumé mis à jour de l’analyse économique et financière

Équipe d’exécution du programme

Directeur régional:	Sana F. K. Jatta
Directeur de pays:	Hani A. Elsadani Salem
Responsable technique:	Jonathan Agwe
Responsable des finances:	Kayode Fagbemi
Spécialiste climat et environnement:	Amath Pathe Sene
Juriste:	Mbali Mushazhirwa

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Ministère des finances
Organisme d'exécution:	Ministère du commerce et de l'industrie
Coût total du programme:	264,8 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA:	19,7 millions de DTS (équivalant approximativement à 31,5 millions d'USD)
Conditions du financement initial du FIDA:	Conditions particulièrement concessionnelles
Montant du financement additionnel du FIDA 1:	28,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 40,0 millions d'USD)
Conditions du financement additionnel du FIDA 1:	Conditions particulièrement concessionnelles
Montant du financement additionnel du FIDA 2:	15 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA 2:	Conditions mixtes
Cofinanceurs:	Banque africaine de développement (BAfD), ARB Apex Bank, institutions financières participantes, assemblées de district, microentreprises et petites et moyennes entreprises clientes
Montant du cofinancement:	BAfD: 70 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt et don de la BAfD
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	91,9 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	16,4 millions d'USD

I. Contexte et description du programme

A. Contexte

1. Approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2011 pour une période de huit ans, le Programme en faveur des petites entreprises rurales (programme REP) est entré en vigueur le 12 janvier 2012. Au total, le financement initial comprenait un prêt du FIDA à des conditions particulièrement concessionnelles de 19,7 millions de DTS (équivalant à 31,5 millions d'USD), un prêt et un don de la Banque africaine de développement (BAfD) de 70 millions d'USD, une contribution du Gouvernement ghanéen de 25,1 millions d'USD, une contribution des assemblées de district de 38,5 millions d'USD, une contribution des institutions financières participantes de 6,2 millions d'USD et une contribution des bénéficiaires de 13,8 millions d'USD. L'organisme d'exécution principal du programme est le Ministère du commerce et de l'industrie¹.
2. En 2017, le Gouvernement a demandé et obtenu un financement additionnel de 28,35 millions de DTS, équivalant à 40 millions d'USD au moment de l'approbation, assorti d'une prolongation de la période d'exécution de deux ans². Ce prêt additionnel a été accordé à des conditions particulièrement concessionnelles. En 2022, le programme a bénéficié d'une nouvelle prolongation de deux ans, sans nouveau financement, portant ses dates d'achèvement et de clôture au 31 mars 2024 et au 30 septembre 2024, respectivement.
3. En août 2022, le Gouvernement a demandé un deuxième financement additionnel sous la forme d'un prêt d'un montant de 15 millions d'USD, dont les conditions seront mixtes.
4. Ce deuxième financement additionnel sera octroyé dans le cadre du cycle 2022-2024 du Système d'allocation fondé sur la performance. Il est destiné à soutenir des activités répondant aux objectifs du programme REP, dans le respect de la conception du programme et des activités soutenues par le premier financement additionnel.

B. Description du programme initial

5. Le programme vise à améliorer les moyens d'existence et les revenus des microentrepreneurs et petits entrepreneurs ruraux pauvres et le chiffre d'affaires de leurs entreprises. L'idée est d'accroître le nombre de microentreprises et petites entreprises (MPE) rurales qui génèrent des bénéfices, de la croissance et des emplois. Il s'agit de développer puis d'intégrer au système institutionnel public un système de soutien à ces entreprises organisé par district, à l'échelle du pays.
6. En complément d'une quatrième composante consacrée à la coordination et au suivi-évaluation du programme, le programme comprend trois composantes techniques: 1) services d'aide aux entreprises; 2) développement de l'infrastructure de transformation des produits agricoles, renommée depuis « promotion et diffusion de technologies »; 3) mise en place d'un environnement propice aux MPE.
7. La composante 3 se divise en trois sous-composantes: 3.1 – accès au financement rural; 3.2 – renforcement des capacités institutionnelles et concertation sur les politiques; 3.3 – initiative « Un district, une usine » et soutien à la création d'emplois pour les jeunes avec le secteur agroalimentaire pour moteur (ENABLE Youth). Financée par la BAfD, la sous-composante 3.3 a été introduite lors de l'examen à mi-parcours du programme en 2015 dans un souci de recentrage sur l'intégration des questions relatives aux jeunes. L'accord de financement n'a pas été modifié pour refléter cette modification.

¹ <https://webapps.ifad.org/members/eb/103/docs/french/EB-2011-103-R-16.pdf>.

² <https://webapps.ifad.org/members/eb/122/docs/french/EB-2017-122-R-7.pdf?attach=1>.

8. Les résultats du programme sont les suivants: i) services d'aide aux entreprises accessibles aux MPE dans les districts ruraux; ii) transfert de compétences techniques et diffusion de technologies; iii) accès au financement assuré pour les MPE; iv) mise en place d'institutions et de politiques de soutien aux MPE favorables aux pauvres.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

9. Le programme est en bonne voie pour atteindre son objectif d'augmentation du nombre de MPE rurales qui génèrent des bénéfiques, de la croissance et des emplois. En juin 2022, le nombre d'emplois créés s'élevait à 80 083. Par ailleurs: i) 95 centres de conseil aux entreprises ont été créés; ii) 37 centres de ressources pour les entreprises financés par la BAfD ont été créés et sont opérationnels, et 30 autres (financés par le FIDA) sont en cours de développement; iii) 21 centres de services technologiques préexistants sont maintenant pleinement opérationnels; iv) 21 912 maîtres artisans et apprentis ont été formés; v) 13 274 clients ont participé à des formations sur la sécurité, la santé et la gestion de l'environnement au travail; vi) 13 690 apprentis diplômés ont été soutenus par le programme pour passer les examens de certification; vii) 6 603 kits de création d'entreprise ont été fournis aux apprentis diplômés; viii) 71 institutions financières ont été accréditées pour participer aux activités du programme, 12 124 880,43 USD ayant été décaissés à destination de 19 755 clients; ix) 333 membres du personnel des institutions financières participantes ont été formés; x) environ 20 233 clients accèdent à des crédits à taux abordable ou à des subventions, ce qui a conduit au développement et à la croissance de leur entreprise.
10. La justification d'un financement additionnel se décline en trois volets.
Premièrement, l'exécution du programme a contribué à la création d'un nombre important de MPE, dont certaines ont encore besoin d'un soutien pour renforcer leur savoir-faire commercial. Les activités à financer bénéficieront d'un environnement favorable, garant d'un soutien durable aux MPE après la fin du programme. Ainsi, le deuxième financement additionnel permettra de: i) consolider et renforcer les résultats obtenus dans le cadre du programme et, par voie de conséquence, créer plus de nouveaux emplois; ii) garantir un renforcement institutionnel aux différents acteurs qui fourniront des services ou un soutien aux MPE.
11. **Deuxièmement**, en 2017, les activités du programme REP ont été réalignées sur les objectifs du Programme gouvernemental de transformation industrielle, dirigé par le Ministère du commerce et de l'industrie. Dans le cadre de ce programme, le Gouvernement s'est engagé dans l'initiative « Un district, une usine », qui vise notamment à traiter la question du chômage des jeunes auquel le pays fait face. Le programme REP a été reconnu comme un bon vecteur pour la mise en œuvre de cette initiative de développement. Cette situation a toutefois engendré un déficit de financement. Le Gouvernement a demandé le deuxième lot de financement additionnel pour aider à combler ce déficit.
12. **Troisièmement**, le financement additionnel répond à la demande accrue de fonds prêtables dans le cadre de la sous-composante « accès au financement rural ». Une partie de ce deuxième financement additionnel servira ainsi à étendre la portée de produits financiers très demandés dans le cadre de cette sous-composante.
13. Les activités soutenues par ce deuxième financement additionnel s'inscrivent dans les objectifs du programme REP, dans le respect de la conception du programme.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

14. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
 - axé sur les jeunes.
15. **Égalité femmes-hommes.** Des efforts considérables sont encore nécessaires pour atteindre l'égalité femmes-hommes. Le taux de natalité chez les adolescentes (femmes âgées de 15 à 19 ans) était de 78 pour 1 000 en 2018, contre 75,1 pour 1 000 en 2016. Les femmes en âge de procréer (de 15 à 49 ans) font face à de nombreux obstacles en matière de santé et de droits dans le domaine de la sexualité et de la reproduction. Malgré les progrès réalisés, en 2018, seulement 40,4% des femmes avaient accès à des méthodes modernes de planification familiale.
16. Le programme REP est fortement axé sur l'intégration des questions liées au genre; toutes les activités du programme visent un objectif minimum de 50% de participation féminine. En août 2022, les résultats montraient que les femmes étaient les principales bénéficiaires des actions, à hauteur de 63% en moyenne.
17. **Jeunesse.** La Politique nationale relative à la jeunesse (2022-2032) définit un jeune comme une personne âgée de 15 à 35 ans³. Cette politique couvre 19 domaines, dont notamment: éducation et formation professionnelle, jeunes et agriculture moderne, intégration des questions liées au genre, jeunes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix.
18. En 2016, la Banque mondiale a recensé les programmes du pays pour l'emploi des jeunes: sur une population de 145 000 candidats à un emploi, seuls 29% avaient accès à des programmes gérés par des ONG et des instituts privés. Les programmes du secteur privé, principalement axés sur la formation professionnelle et la formation à l'entrepreneuriat, s'avèrent généralement plus onéreux et d'une portée plus limitée que les programmes du secteur public⁴.
19. En ce qui concerne l'agriculture, les femmes et les jeunes des milieux ruraux sont confrontés à des obstacles pour accéder à la terre. Les jeunes ont peu de poids dans la prise de décisions, même au sein d'exploitations familiales (notamment dans les décisions relatives à la modernisation des exploitations et aux activités de vulgarisation agricole).
20. Le programme consacre une attention particulière aux bénéficiaires jeunes, contribuant ainsi à la réduction du chômage dans cette population et facilitant le parcours des jeunes entrepreneurs. En août 2022, un total de 67 481 nouvelles entreprises avaient été créées (65% par des femmes et 46% par des jeunes), soit 193% de l'objectif fixé. La jeunesse est également visée par l'action de la BAfD au titre de la sous-composante 3.3.
21. **Nutrition.** Le Ghana est en passe d'atteindre deux des cibles mondiales relatives à la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant: la réduction de l'anémie chez la femme en âge de procréer et une réduction de 30% de l'insuffisance pondérale à la naissance. En ce qui concerne la cible relative à l'allaitement maternel exclusif, aucun progrès n'a été réalisé, avec seulement 42,9% des nourrissons âgés de 0 à 5 mois nourris exclusivement au sein. Le pays est sur le point d'atteindre la cible relative au retard de croissance, avec une proportion d'enfants de moins de 5 ans touchés de 17,5%, chiffre qui s'élève toutefois à 33% dans la région du Nord. Des avancées ont été enregistrées en ce qui concerne la cible relative à l'émaciation. Pour ce qui est des enfants de moins de 5 ans en surcharge pondérale, la prévalence est de 1,4% et semble sous contrôle. Une

³ <https://www.youthpolicy.org/factsheets/country/ghana/>.

⁴ https://elibrary.worldbank.org/doi/10.1596/978-1-4648-1579-9_ch4.

Stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle à long terme a été élaborée; elle sert de base à la révision de la Politique nationale de nutrition en cours.

22. **Changements climatiques.** Le Ghana est particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques. L'élévation du niveau de la mer, la sécheresse, la hausse des températures et l'irrégularité des précipitations pèsent sur les infrastructures, la production hydroélectrique, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations côtières et agricoles. Environ un quart de la population vit sur la côte, dans des zones urbaines en expansion rapide comme la région d'Accra, particulièrement exposées aux inondations et aux maladies transmises par l'eau. La sécheresse et la baisse des précipitations menacent l'accès aux sources d'énergie, déjà peu fiables et insuffisantes. Le contexte climatique et socioéconomique des zones semi-arides, côtières et humides, partout au Ghana, expose les communautés à l'insécurité alimentaire et fragilise leurs moyens de subsistance, ce qui se traduit par des systèmes agroécologiques non pérennes, des mauvaises récoltes et des terrains de parcours improductifs⁵.
23. **Environnement.** Les principaux facteurs de vulnérabilité pour les Ghanéens sont les suivants: i) les zones pauvres du pays (en particulier dans le Nord) souffrent de manière disproportionnée de sécheresses, d'inondations et d'érosion des sols, ce qui nuit à la production agricole; ii) pour répondre à ses besoins énergétiques, le pays dépend principalement du bois, du pétrole et de l'électricité. Depuis 1985, environ 12 millions de mètres cubes de bois et de charbon de bois sont consommés chaque année, soit 70% de la consommation énergétique totale du pays. La biodiversité tend à diminuer dans les forêts, les savanes sèches et subhumides, les zones marines ou côtières et les étendues d'eaux intérieures, en particulier dans certaines réserves et zones hors réserve. Même si les données indiquent une croissance de la population chez certaines espèces forestières, une baisse est aussi observée chez d'autres, en particulier des espèces surexploitées.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

24. La portée du programme est nationale et il est mis en œuvre dans les 16 régions et dans 161 des 216 districts. La portée du deuxième financement additionnel sera la même.
25. Le groupe cible est composé ainsi: i) entrepreneurs pauvres dans les communautés rurales; ii) associations commerciales locales et leurs organisations faïtières au niveau du district, de la région et du pays; iii) partenaires institutionnels, notamment l'Agence ghanéenne pour les entreprises (GEA), les assemblées de district, la Banque du Ghana, la banque faïtière de l'Association des banques rurales (ARB Apex Bank), le Service industriel régional de technologie appropriée du Ghana (GRATIS), d'autres institutions du secteur public et des ONG.
26. Une attention particulière est portée aux groupes suivants: i) populations rurales pauvres, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes handicapées; ii) individus ou groupes vulnérables; iii) jeunes ayant achevé leur scolarité; iv) MPE établies dans des filières considérées comme porteuses d'un potentiel de croissance. Les groupes cibles du deuxième financement additionnel seront les mêmes.

C. Composantes, résultats et activités

27. Le programme comprend quatre composantes; les activités soutenues par le deuxième financement additionnel relèveront des composantes 1, 3 et 4. Même si les activités à financer au titre du deuxième financement additionnel respectent la

⁵ Agence des États-Unis pour le développement international (2017). Situation face aux changements climatiques – Ghana
https://www.climatechange.gov/sites/default/files/asset/document/2017_USAID_Climate%20Change%20Risk%20Profile%20-%20Ghana.pdf.

conception du programme, certains ajustements ont été apportés à des fins d'efficacité opérationnelle et de durabilité.

28. **Résultats.** Les activités soutenues par le deuxième financement additionnel contribueront à atteindre les résultats suivants du programme: i) services d'aide aux entreprises accessibles aux MPE dans les districts ruraux; ii) accès au financement assuré pour les MPE; iii) mise en place d'institutions et de politiques de soutien aux MPE favorables aux pauvres.
29. **Activités.** Les activités soutenues par le deuxième financement additionnel sont résumées ci-dessous.
30. **Composante 1: services d'aide aux entreprises.** Cette composante vise à améliorer les compétences techniques et entrepreneuriales des MPE rurales grâce à des services d'appui. Le deuxième financement additionnel mettra l'accent sur les activités suivantes: i) mise en œuvre de centres de ressources pour les entreprises dans le cadre du plan général de privatisation, avec l'assistance d'un conseiller en partenariat public-privé et d'un conseiller en transactions, recrutés sur le financement actuel; ii) intégration dans le secteur formel/enregistrement des MPE; iii) connectivité à un réseau privé virtuelle assurée pour les centres de conseil aux entreprises; iv) mise à jour de la base de données de suivi-évaluation du programme et du système d'information géographique; v) accompagnement/stage proposés à des microentrepreneurs et petits entrepreneurs sélectionnés; vi) hébergement, maintenance et administration de plateformes de commerce électronique et de gestion des connaissances.
31. **Composante 3: mise en place d'un environnement propice aux MPE.** Cette composante se décline en trois sous-composantes: **3.1 – accès au financement rural**, visant à continuer à alimenter le fonds de développement des entreprises rurales du programme et ainsi améliorer les moyens d'existence des ménages et des groupes exploitant des MPE; **3.2 – renforcement des capacités institutionnelles et concertation sur les politiques**, à l'appui d'activités destinées à accroître les capacités des institutions sélectionnées, dont la viabilité sera ainsi accrue. Les activités soutenues par le deuxième financement additionnel sont les suivantes: i) soutien à l'Unité de suivi du siège de la GEA; ii) organisation de la concertation sur les politiques; iii) soutien au Service de technologie GRATIS par la fourniture de matériel et d'une assistance technique; **3.3 – Un district, une usine – soutien à la création d'emplois pour les jeunes avec le secteur agroalimentaire pour moteur.** Cette sous-composante contribuera aux objectifs du Programme gouvernemental de transformation industrielle, dirigé par le Ministère du commerce et de l'industrie. Le deuxième financement additionnel permettra de financer le matériel de transformation et les travaux mineurs, et de soutenir les démarches d'obtention des autorisations et certifications. Comme souligné ci-dessus, cette sous-composante, financée à l'origine par la BAfD, ne figurait pas dans la conception initiale du programme. Le présent mémorandum vise à faire modifier l'accord de financement pour refléter son inclusion.
32. **Composante 4: La gestion et le suivi-évaluation du programme** restent sous la responsabilité de l'unité de coordination et de gestion du programme (UCGP). Le deuxième financement additionnel soutiendra certaines actions au titre de cette composante pour aider l'UCGP à mener à bien les activités du programme. Les activités visées sont les suivantes: i) préparation de la mise en œuvre de la stratégie de retrait du programme; ii) documentation des accomplissements et des enseignements tirés; iii) ateliers de consolidation des connaissances et regroupement des connaissances liées au programme.

D. Coût, avantages et financement

Coût du programme

33. Au total, les dépenses d'investissement supplémentaires et les charges ordinaires du programme REP, pour le financement initial ainsi que les deux financements additionnels, y compris les provisions pour hausse des prix et imprévus matériels, sont estimées à 265,8 millions d'USD. Le prêt initial du FIDA s'élevait à 31,5 millions d'USD; le programme a ensuite bénéficié d'un financement additionnel de 40,0 millions d'USD, approuvé par le Conseil d'administration en 2017; le deuxième financement additionnel du FIDA est estimé à 15 millions d'USD; la contribution de contrepartie du Gouvernement est de 918 000 USD.
34. Le deuxième financement additionnel sera utilisé comme suit: composante 1 – 5,9 millions d'USD (37,2% du total du deuxième financement additionnel); composante 3 – 8,8 millions d'USD (55,3%); composante 4 – 1,2 million d'USD (7,4%). Les charges ordinaires ne dépasseront pas 15%.

Tableau 1
Résumé du financement initial et du financement additionnel
(en milliers d'USD)

	Financement initial	Financement additionnel 1	Financement additionnel 2	Total
Prêt du FIDA	31 500	40 000	15 000	86 500
BAfD	70 008	-	-	70 008
Institutions financières participantes	6 222	4 929	-	11 151
Bénéficiaires (bénéficiaires de subventions et clients)	13 848	2 526	-	16 374
Gouvernement (taxes + GEA + assemblées de district + GRATIS)	63 557	17 282	918	81 757
Total	185 135	64 737	15 918	265 790

Tableau 2
Financement additionnel: coût du programme par composante (et sous-composante) et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Deuxième financement additionnel – FIDA		Deuxième financement additionnel – Gouvernement (taxes)		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Services d'aide aux entreprises	5 928	100,0	-	-	5 928	37,2
2. Promotion et diffusion de technologies	-	-	-	-	-	-
3. Mise en place d'un environnement propice aux MPE						
3.1. Accès au financement rural	3 900	100,0	-	-	3 900	24,5
3.2. Renforcement des capacités institutionnelles et concertation sur les politiques	701	85,1	123	14,9	824	5,2
3.3. Soutien à la création d'emplois pour les jeunes avec le secteur agroalimentaire pour moteur	3 286	80,5	795	19,5	4 081	25,6
Mise en place d'un environnement propice aux MPE: sous-total	7 887	89,6	918	10,4	8 805	55,3
4.1. Coordination et gestion du programme	1 186	100,0	-	-	1 186	7,4
Total	15 000	94,2	918	5,8	15 918	100,0

Tableau 3

Financement additionnel: coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Deuxième financement additionnel – FIDA</i>		<i>Deuxième financement additionnel – Gouvernement (taxes)</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Travaux de génie civil	-	-	-	-	-	-
2. Équipement et matériel	3 832	82,8	795	17,2	4 627	29,1
3. Assistance technique et études	5 927	98,0	123	2,0	6 050	38,0
4. Formations et ateliers	323	100,0	-	-	323	2,0
5. Fonds de crédit	3 908	100,0	-	-	3 908	24,6
6. Salaires et dépenses de fonctionnement	1 011	100,0	-	-	1 011	6,3
Total	15 000	94.2	918	5,8	15 918	100,0

Tableau 4
Coût du programme par composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant									
1. Services d'aide aux entreprises	8 569	12 086	10 660	11 370	11 604	11 513	20 029	21 229	5 499	5 131	4 000	1928	3 841	159	127 618
2. Promotion et diffusion de technologies	6 583	11 940	10 464	7 788	7 506	7 233	7 089	6 689	602	611	-	-	-	-	66 506
3. Mise en place d'un environnement propice aux MPE															
3.1. Accès au financement rural	4 325	3 702	1 553	1 531	1 446	1 392	5 781	4 390	1 000	2 739	2 088	780	3 120	-	33 848
3.2. Renforcement des capacités institutionnelles et concertation sur les politiques	503	1 164	277	203	207	211	3 510	568	-	-	-	100	712	12	7 466
3.3. Soutien à la création d'emplois pour les jeunes avec le secteur agroalimentaire pour moteur							1 044	1 547	2 457	2 038	1 000	1 286	2 007	787	12 167
Mise en place d'un environnement propice aux MPE: sous-total	4 827	4 867	1 831	1 733	1 653	1 602	10 335	6 505	3 457	4 777	3 088	2 166	5 839	799	53 480
4. Coordination et suivi-évaluation du programme															
4.1. Coordination du programme	1 122	1 174	980	1 019	1 019	995	1 688	2 982	1 036	1 330	739	41	818	326	15 269
4.2. Suivi-évaluation	497	305	318	455	295	298	392	307							2 868
Exécution du programme: sous-total	1 619	1 479	1 298	1 475	1 314	1 293	2 080	3 289	1 036	1 330	739	41	818	326	16 951
Total	21 598	30 372	24 253	22 366	22 077	21 642	39 532	37 711	10 594	11 849	7 828	4 136	10 498	1 285	265 741

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

35. Initialement, le cofinancement total s'élevait à environ 153,6 millions d'USD, répartis ainsi: BAfD, 70 millions d'USD; institutions financières participantes, 6,2 millions d'USD; bénéficiaires, 13,9 millions d'USD; Gouvernement, 63,5 millions d'USD. Avec le premier financement additionnel en 2017, cette contribution des cofinanceurs a augmenté, pour atteindre 178,3 millions d'USD. La contribution du Gouvernement a également augmenté, pour atteindre 80,8 millions d'USD, celle des institutions financières participantes est passée à 11,1 millions d'USD, et celle des bénéficiaires à 16,3 millions d'USD.

Décaissement

36. Les modalités de décaissement resteront conformes à l'accord initial, à l'exception des paragraphes mis à jour tels qu'indiqués dans la lettre à l'emprunteur actualisée communiquée à l'emprunteur et à l'équipe de programme en juillet 2022. Les fonds du FIDA seront décaissés par le biais d'un compte désigné libellé en dollars des États-Unis, à partir de demandes de retrait dûment certifiées, conformément aux procédures actualisées du FIDA en matière de décaissement. De plus amples informations sur le décaissement seront fournies dans la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier du programme et dans l'accord de financement. Les seuils proposés pour les paiements directs seront décrits dans la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier.

Résumé des avantages et analyse économique

37. L'objet initial du programme est d'améliorer les moyens d'existence et les revenus des MPE rurales et d'augmenter le nombre de celles qui génèrent des bénéfices, de la croissance et des emplois. Le but et l'objectif du programme ne sont pas modifiés par le deuxième financement additionnel. Au cours de la période correspondante, on estime que le programme présentera un taux de rentabilité économique positif, de 22,8%, pour une valeur actuelle nette positive s'élevant à 303,8 millions d'USD. Il s'agit d'un programme très rentable d'un point de vue économique. L'analyse de sensibilité réalisée montre un niveau de résilience élevé face aux augmentations des coûts et aux réductions des avantages: le taux de rentabilité économique serait encore de 14,7% si les avantages étaient réduits de 10%, et de 15,5% si le coût augmentait de 10%.

Stratégie de retrait et pérennisation

38. Des activités spécifiques sont en cours de mise en œuvre pour garantir la pérennité des avantages après la clôture du programme. Elles sont les suivantes: i) création de nouveaux organismes institutionnels de service aux entreprises (centres de conseil, centres de ressources, centres de technologie ruraux) et renforcement des établissements existants. Des mesures sont également prises pour assurer la pérennité de ces institutions, notamment par la mise en place de franchises et de partenariats public-privé; il s'agit de favoriser l'indépendance de ces centres et de les inciter à fournir des services de qualité (bon rapport qualité-prix) qui attireront et retiendront les clients. Par ailleurs, ces institutions servent déjà un certain nombre d'organismes, dont des partenaires de développement du Ghana, qui font appel à elles pour fournir des services aux MPE; ii) renforcement des capacités des institutions gouvernementales (GEA et GRATIS) chargées de superviser l'efficacité et l'efficacité des MPE; iii) accès accru et permanent à des services financiers à un prix raisonnable. Actuellement prises en charge par le fonds de développement des entreprises rurales du programme, ces mesures seront couvertes, après la clôture du programme, par le fonds de crédit renouvelable qui sera proposé à des conditions commerciales par l'ARB Apex Bank et les institutions financières participantes.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

39. Les principaux risques et mesures d'atténuation correspondantes liés à cette phase de financement additionnel ont été recensés et sont présentés dans la matrice intégrée des risques du programme. L'UCGP suivra une formation lui permettant d'affiner la matrice au cours de l'exécution et de tenir un journal des risques, notamment au moyen d'outils de détermination, d'analyse, de prévention, de suivi et de gestion des risques. Elle actualisera régulièrement ce journal des risques afin d'éclairer la prise de décisions.

Tableau 5

Synthèse globale des risques

<i>Domaines de risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Modéré
Portée du programme	Substantiel	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Modéré	Faible
Passation de marchés dans le cadre du programme	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Substantiel	Modéré

40. **Risque fiduciaire.** Lors de la dernière mission de supervision, la situation du programme en matière de risque financier global a été jugée « plutôt satisfaisante », quelques faiblesses ayant été pointées: i) retard pris par l'UCGP dans la mise en œuvre de la plupart des recommandations émanant des missions précédentes; ii) difficultés importantes rencontrées par l'UCGP dans le suivi et le contrôle des activités et des dépenses des partenaires d'exécution, au niveau de la région et du district; iii) retard dans la soumission et l'approbation du plan de travail et budget annuel (PTBA), avec pour conséquence une faible exécution du budget sur l'exercice 2022. Un plan de mise en œuvre accélérée a été établi pour faciliter l'exécution d'ici à la fin de l'année. À l'avenir, le PTBA sera soumis et approuvé dans un délai permettant l'exécution en temps opportun des modalités de mise en œuvre convenues pour les années ultérieures.

B. Catégorie environnementale et sociale

41. En termes de catégorie environnementale et sociale, le programme a été classé comme **modéré**, l'impact environnemental des petits exploitants étant considéré comme minime et des mesures d'atténuation pouvant être mises en place. Dans la continuité de la phase de programme initiale et de la première période de financement additionnel, les activités du deuxième financement additionnel n'auront pas d'effets délétères graves tels que l'acquisition de terres imposée ou des restrictions à l'utilisation des terres, potentielles causes d'un déplacement physique ou économique. Le programme n'aura aucune incidence néfaste sur les peuples autochtones ou les sites d'importance historique, religieuse ou culturelle.
42. Les impacts environnementaux potentiels, gérables, sont les suivants: i) contamination par les effluents des systèmes de transformation; ii) dégradation du biotope et déforestation éventuelle; iii) utilisation accrue de pesticides. Sur le plan social, les impacts pourraient concerner les sujets suivants: i) accès à la terre; ii) risque accru de conflit potentiel entre les communautés. Tous ces impacts ont été pris en compte et des mesures d'atténuation adéquates seront prises,

notamment des formations à la gestion des déchets et des effluents ainsi qu'une campagne de promotion des techniques agroécologiques et des biopesticides.

C. Classement au regard des risques climatiques

43. En ce qui concerne l'évaluation des risques liés aux changements climatiques, le risque pour ce programme est considéré comme **élevé**. Les communautés cibles sont fortement tributaires de ressources naturelles vulnérables aux aléas climatiques, notamment dans le cas de l'agriculture pluviale et des cultures arbustives. De vastes étendues de la zone du programme connaissent une recrudescence de sécheresses et de crues soudaines. Les émissions de gaz à effet de serre résultant d'une production et d'une transformation accrues, couplées à la variabilité du climat reflétée par des épisodes de sécheresse soudains, des précipitations imprévisibles et des températures extrêmes, pourraient altérer la portée du programme, sa pérennité et son retour sur investissement. Des mesures de résilience climatique peuvent toutefois être adoptées, telles que l'amélioration des techniques de culture et de transformation des produits agricoles et le recours systématique à un système agroforestier intégré pour lutter contre le risque de déforestation. Tout au long de l'exécution du programme, une analyse des risques climatiques sera systématiquement réalisée, gage d'une surveillance et d'une gestion des risques climatiques appropriées, en temps opportun.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

44. Certaines politiques du FIDA n'étaient pas en vigueur au moment de la conception initiale. Toutefois, la conception et l'exécution des activités soutenues par le deuxième financement additionnel sont désormais dûment alignées sur: i) le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025; ii) la Politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (2012); iii) le Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021; iv) le Programme de participation du secteur privé au financement 2020 du FIDA; v) les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA; vi) la Politique pour des services financiers inclusifs en milieu rural du FIDA, axée sur des améliorations durables des moyens d'existence pour les bénéficiaires.
45. Le programme ainsi que les activités soutenues par le deuxième financement additionnel sont entièrement alignés sur l'actuel programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2019-2024. Ils contribuent en effet aux trois objectifs stratégiques (OS) fixés: OS1 – améliorer la mobilisation des ressources pour l'agriculture; OS2 – renforcer la productivité grâce au développement de filières inclusives; OS3 – renforcer les capacités et les débouchés économiques.

B. Cadre organisationnel

46. **Gestion et coordination.** Le programme est exécuté par le Ministère du commerce et de l'industrie. Les activités courantes de gestion incombent à l'UCGP: consolidation des PTBA, passation de marchés, rapports d'avancement et financiers, suivi-évaluation, gestion des connaissances, soutien et coordination des actions du programme effectuées par tous les partenaires d'exécution.
47. La supervision, la direction et l'encadrement du programme resteront sous la responsabilité de son comité de pilotage, présidé par le Ministère du commerce et de l'industrie. Il est composé de représentants du Ministère des finances et de la planification économique, du Ministère des collectivités locales et du développement rural, du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, du Ministère de la condition féminine et de l'enfance, du Ministère de l'emploi et de la protection sociale, de la Commission nationale de planification du développement, du Conseil national des petites industries, de la Fondation du GRATIS, de l'ARB Apex Bank, ainsi que de représentants du secteur privé (notamment des associations

commerciales locales et de l'Association des industries ghanéennes) et de deux chefs de district représentant les districts participants du programme.

48. **Gestion financière.** Les modalités de gestion financière établies dans la conception initiale resteront en vigueur lors de la phase du deuxième financement additionnel. Le risque inhérent du programme a été jugé modéré lors de l'évaluation du risque fiduciaire faite à cette étape. Le risque inhérent lié au financement additionnel a également été considéré comme modéré, ce qui est conforme aux notes de gestion financière attribuées au programme lors de la dernière mission de supervision.
49. **Passation des marchés.** Dans l'accord de financement initial, la rubrique relative à la passation des marchés doit être modifiée pour indiquer que les Conditions générales applicables au financement du développement agricole, les Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets et le Guide pratique de passation des marchés s'appliqueront. Les autres modalités relatives à la passation des marchés (telles que les méthodes, les seuils, les directives pour l'examen préalable, etc.) figureront dans la lettre à l'emprunteur. L'UCGP restera responsable du processus de passation des marchés.
50. Des plans annuels de passation de marchés seront élaborés; ils serviront de référence pour toutes les procédures de passation de marchés, dans le respect du PTBA approuvé. Le plan annuel de passation de marchés respectera les normes du FIDA, dans sa forme comme dans son contenu, et sera soumis (avec le PTBA) au comité de pilotage pour approbation, puis au FIDA pour avis de non-objection.
51. La passation des marchés concernant des travaux, des biens et des services sera coordonnée par l'UCGP conformément aux règles et réglementations nationales applicables et dans le respect des directives du FIDA en la matière.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

52. **Planification.** Instrument de mise en œuvre essentiel, le PTBA est soumis à l'examen et à la non-objection du FIDA.
53. **Suivi-évaluation.** Coordonné par l'UCGP, le système de suivi-évaluation se compose des éléments suivants: cadre logique, cadre de suivi-évaluation, base de données de suivi-évaluation et système d'information géographique en ligne.
54. Dans la mesure du possible, une attention particulière sera portée à la nécessité d'intégrer les tâches de planification et de suivi aux responsabilités standard des partenaires d'exécution et des prestataires de services, et d'en assurer un suivi d'avancement régulier et rigoureux.
55. Le FIDA entreprendra régulièrement des missions de suivi-évaluation et de supervision pour évaluer l'état d'avancement de l'exécution et fixer des lignes directrices.
56. **Apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique.** Le partage des connaissances du programme se fera notamment au moyen d'activités d'apprentissage et d'ateliers organisés avec les parties prenantes, et par le biais de médias variés (site Web, réseaux sociaux, radio, télévision, YouTube, etc.), notamment sur les thèmes de l'égalité femmes-hommes et de la jeunesse, de la réduction de la vulnérabilité et de la diversification des moyens d'existence comme outil de gestion des risques pour les ménages.
57. Le deuxième financement additionnel couvrira les frais d'hébergement et de gestion d'une plateforme de commerce électronique et de gestion des connaissances, déjà développée mais pas encore opérationnelle. Il financera également la documentation et la diffusion des enseignements tirés, sous la forme de publications et documentaires professionnels diffusés à l'occasion d'ateliers de

capitalisation des acquis réunissant les partenaires d'exécution et les parties prenantes, ainsi que l'organisation de réunions de stratégie de retrait du programme avec les parties prenantes concernées visant à garantir la pérennité des réalisations.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

58. L'accord de financement du programme sera modifié en ce sens: i) refléter le financement additionnel de 15 millions d'USD; ii) mentionner les dernières réformes introduites par la Division des services de gestion financière sur les décaissements basés sur les rapports financiers intermédiaires; iii) élaborer un mémorandum d'accord entre le Ministère du commerce et de l'industrie et le programme pour traiter des modalités d'audit interne; iv) refléter la sous-composante 3.3 dans le calendrier de description du programme figurant dans l'accord de financement; v) repousser d'une année les dates d'achèvement et de clôture. Les taxes seront prises en charge par le Gouvernement sous la forme d'exonérations fiscales.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

59. La modification apportée à l'accord de financement est l'instrument juridique régissant l'octroi d'un financement proposé à l'emprunteur. L'accord de financement sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
60. La République du Ghana est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
61. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

62. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Gouvernement ghanéen un prêt à des conditions mixtes d'un montant de quinze millions de dollars des États-Unis (15 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach REP	1.b Estimated corresponding total number of households members							
	Household members - Number of people			1000000				
	1.a Corresponding number of households reached							
	Women-headed households - Number							
	Non-women-headed households - Number							
	Households - Number			250000				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the programme							
	Females - Number			125000				
	Males - Number			125000				
	Young - Number							
Total number of persons receiving services - Number of people			250000					
Programme Goal To improve the livelihoods and income of rural poor micro and	Reduced % of rural poverty				National hh expenditure surveys; National statistics on MDGs			
	Percentage - Percentage (%)	29						
	Reduced unemployment rates							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
small entrepreneurs	male - Percentage (%)							
	female - Percentage (%)							
	Reduced prevalence of child malnutrition (weight for age of boys/girls)				National hh expenditure surveys; National statistics on MDGs			
	Percentage - Percentage (%)	14						
	Development Objective To increase the number of rural micro and small enterprises that generate profit, growth and employment opportunities	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities				REP database; Reference surveys, studies; Tracer study; Client profile and poverty analysis		
Males - Number				60000				
Females - Number				90000				
youth - Number				79500				
People - Number of people				150000				
Young persons with new jobs/employment opportunities								
male youth - Number				39750				
female youth - Number				39750				
Businesses created				REP database; Reference surveys, studies;				
MSE - Number					37000			
male owned - Number					18500			
female owned - Number					18500			

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	youth male owned - Number			7280	Tracer study; Client profile and poverty analysis			
	youth female owned - Number			7280				
	Existing businesses strengthened				REP database; Reference surveys, studies; Tracer study; Client profile and poverty analysis			
	businesses - Number			70000				
	male owned - Number			35000				
	Female owned - Number			35000				
	Enterprises graduating from survival to normal and rapid growth categories (growth measure)				REP database; Reference surveys, studies; Tracer study; Client profile and poverty analysis			
	MSE - Number			20000				
	male owned - Number			10000				
	female owned - Number			10000				
	Enterprises in operation after 3 years (sustainability measure)				REP database; Reference surveys, studies; Tracer study; Client profile and poverty analysis			
	MSE - Number			45000				
	male owned - Number			22500				
	female owned - Number			22500				
	% increase in household							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Percentage - Percentage (%)	0		30	REP database; Reference surveys, studies; Tracer study; Client profile and poverty analysis			
Outcome Business development services accessible to MSEs in rural districts	Operational REP model BACs							
	model - Number	0		161				
	Turnover of BACs							
	Money - Money (USD' 000)			30				
	Level of institutional performance of BACs							
	average efficiency - Rating	0		1				
	Level of effectiveness of BDS training							
Percentage - Percentage (%)	0		60					
Output BACs are established and strengthened	New BACs established				REP database & reports			
	BAC - Number			95				
	Staff of BACs (re)trained							
Staff - Number			835					
Output Capacity of rural MSEs and their	Rural MSEs counselled				Successful restructuring of NBSSI			
	MSE - Number	0		122880				
	male owned - Number	0		61440				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions				
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility					
associations strengthened	female owned - Number	0		61440								
	Young - Number	0		49152								
	Not Young - Number	0		73728								
	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management				Successful restructuring of NBSSI							
	Females - Number	0		231267								
	Males - Number	0		231268								
	Young - Number			185014								
	Not Young - Number			277521								
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number			462 535								
	People receiving vocational training								Successful restructuring of NBSSI			
	Males - Number	0		46777								
	People - Number			140 330								
	Females - Number	0		93553								
	People trained in business/entrepreneurship				Successful restructuring of NBSSI							
	People - Number			205050								
	Males - Number	0		102525								
	Females - Number	0		102525								
	People trained in income generating activities				Successful restructuring of NBSSI							
	Males - Number	0		51940								
	People - Number			103880								
Females - Number	0		51940									
LBAs supported/trained				Successful restructuring of NBSSI								
Males - Number	0		33650									
Females - Number	0		33650									

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	People - Number of people	0		67300				
	Associations - Number							
Output Access to non-financial services	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services							
	Rural enterprises - Number	0		106400				
Outcome Technical skills transferred and technologies disseminated	Operational RTFs				GRATIS records; REP database & reports; Tracer-study			Decentralization policy remains supportive for sustainability of RTFs.
	RTF - Number	0		51				
	Proportion of operational RTFs using accounting software				GRATIS records; REP database & reports; Tracer-study			
	Percentage - Percentage (%)	0		90				
	Turnover of RTFs				GRATIS records; REP database & reports; Tracer-study			
	RTF - Money (USD' 000)	0		20				
	RTF management boards operational				GRATIS records; REP database & reports; Tracer-study			
	Board - Number	0		51				
	NVTI certifications Training aligned with COTVET				GRATIS records; REP database & reports; Tracer-study			
	Certification - Number	0		23000				
Males - Number	0		11500					
Females - Number	0		11500					

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Effectiveness of training & start-up kits							
	Level (%) - Percentage (%)	0		60				
	Male level (%) - Percentage (%)			60				
	Female level (%) - Percentage (%)			60				
Output RTFs are established	New RTFs are established							
	RTF - Number	0		30				
Output Capacity of rural master craft persons and apprentices developed	Staff of RTFs (re)trained				RTF reports; MSE Sub-committee reports; GRATIS reports; REP database & reports; Periodic reports from partners		Co-financing available in time; GRATIS Foundation continues support to RTFs.	
	People - Number of people	0		153				
	Master craft persons trained							
	Males - Number	0		15160				
	Females - Number	0		15160				
	People - Number of people	0		30320	RTF reports; MSE Sub-committee reports; GRATIS reports; REP database & reports; Periodic reports from partners		Co-financing available in time; GRATIS Foundation continues support to RTFs.	

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Traditional apprentices trained				RTF reports; MSE Sub-committee reports; GRATIS reports; REP database & reports; Periodic reports from partners		Co-financing available in time; GRATIS Foundation continues support to RTFs.	
	Males - Number	0		15160				
	Females - Number	0		15160				
	People - Number	0		30320				
	Technical apprentices trained				RTF reports; MSE Sub-committee reports; GRATIS reports; REP database & reports; Periodic reports from partners		Co-financing available in time; GRATIS Foundation continues support to RTFs.	
	Males - Number	0		948				
	Females - Number	0		948				
	People - Number of people	0		1895				
	Graduate apprentices provided with start-up kits							
	Males - Number	0		9500				
	Females - Number	0		9500				
	People - Number of people	0		19000				
	Output Technology transfer	People accessing facilitated advisory services						
Males - Number		0		67777				
Females - Number		0		67777				
People - Number				135553				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome Access of MSEs to finance is ensured	Value of gross loan portfolio				Annual Outcome and Impact Survey	Annual	PCMU	Effective linkages with other IFAD programmes (mainly RAFiP); PFIs' capacities remain sufficient to handle a portfolio of small loans
	Money - Money (USD' 000)	0		8528				
	% reduction of portfolio at risk							
	Percentage - Percentage (%)			5				
	Financial Institutions participating in programme							
	PFI - Number			80				
	Staff of Financial Institutions trained							
	Males - Number			173				
	People - Number			345				
	Females - Number			172				
	1.2.5 Households reporting using rural financial services							
Households - Percentage (%)								
Women-headed households - Number								
Non-women-headed households - Number								
Output Credit Access	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services				PCMU Report	Quarterly	PCMU	
	Total number of accesses to financial services - Number			26000				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Number			13000				
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Number			13000				
	Young people in rural areas accessing financial services - credit - Number							
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people			26000				
Output MGF operational	MSEs accessing MGF (not part of the 2nd additional financing)				REP reports; BoG reports; ARB Apex Bank reports			
	MSE - Number			6000				
	male owned MSE - Number			3000				
	female owned MSE - Number			3000				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	MGF amount disbursed (not part of the 2nd additional financing)				REP reports; BoG reports; ARB Apex Bank reports			
	Money - Money (USD' 000)			3700				
Output REDF operational	MSEs accessing REDF (not part of the 2nd additional financing)				REP reports; BoG reports; ARB Apex Bank reports			
	MSE - Number			20000				
	male owned MSE - Number			10000				
	female owned MSE - Number			10000				
	REDF amount disbursed (not part of the 2nd additional financing)				REP reports; BoG reports; ARB Apex Bank reports			
	Money - Money (USD' 000)			6850				
Output AAFORD's BFF operational	MSEs accessing AAFORD's Blended Financial Facility (BFF) through participating financial institutions (MSEs previously accessing REDF)							
	MSE - Number			20000				
	male owned MSE - Number			10000				
	female owned MSE - Number			10000				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	BFF amount disbursed							
	Money - Money (USD' 000)			3800				
Outcome Promotion of self employment for and participation of tertiary graduates in the promotion and development of agriculture-related enterprises	Number of youth jobs created through the operationalisation of Enable Youth factories							
	Male - Number			807				
	Women - Number			2479				
	Total - Number			3286				
Output Equipmment of Enable Youth Factories and training of young graduates in the use of the facilities	Enable Youth factories fully equiped and operational							
	Factories - Number			58				
	Beneficiaries youth trained							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Male - Number			807				
	Women - Number			2479				
	Total - Number			3286				
Outcome Pro-poor MSE support institutions and policies in place	Disbursement rate of DAs				MSE sub-committee reports; Supervision reports			NBSSI and GRATIS are restructured and have capacity to fulfill their role
	Percentage - Percentage (%)			80				
	NBSSI is operational knowledge centre for BACs				MSE sub-committee reports; Supervision reports			
	Percentage - Percentage (%)			100				
	GRATIS is operational knowledge centre for BACs				MSE sub-committee reports; Supervision reports			
	Percentage - Percentage (%)			100				
	MSE Sub-Committees functional				MSE sub-committee reports; Supervision reports			
	MSE - Number			150				
	RECOMEPs operational at RCCs				MSE sub-committee reports; Supervision reports			
	RECOMEP - Number			10				
Functional ASSI branches at district level				MSE sub-committee reports; Supervision reports				
ASSI - Number			100					

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Output Institutions strengthened at district and regional level	DOTI, MSE Sub-Committees, DA trained				REP reports; NBSSI reports			
	DOTI, MSE Sub-Committees, DA - Number	0		150				
	Government officials and staff trained				REP reports; NBSSI reports			
	Males - Number	0		161				
	Females - Number	0		161				
	People - Number			322				
	Establishment of Light industrial estates supported				REP reports; NBSSI reports			
	Estates - Number			20				
NBSSI staff is trained				PCMU's reporting	Quarterly	PCU		
NBSSI staff is trained - Number of people			177					
Output Support to policy dialogue	Number of policy initiatives emanating from REP and DAs				Supervision reports			
	Policy initiative - Number			2				
	Quality of policy initiatives emanating from REP and DAs							
	Policy initiative - Rating							
	Apex organisations formed/strengthened							
Apex - Number			161					

Updated Summary of the Economic and Financial Analysis

Table A: Financial Cash Flow Models

		Enterprise models' net incremental benefits (in US\$)							
		Gari Processing Ind.	Gari Processing Group	Mushroom Model Local	Mushroom Model Exotic	Bee Keeping	Bread Making	Soap making model	Pomade Making
	PY1	(280)	(6,883)	(51)	(228)	(399)	(435)	(540)	(80)
	PY2	1,265	14,041	59	122	79	(92)	43	65
	PY3	1,265	14,041	67	122	283	72	133	65
	PY4	1,265	14,041	71	122	338	194	133	65
	PY5	1,265	14,041	67	122	474	194	133	65
	PY6	1,265	14,041	71	122	474	194	133	65
	PY7	1,265	14,041	67	200	474	194	133	65
	PY8	1,265	14,041	67	200	474	666	133	65
	PY9	1,265	14,041	67	200	474	666	133	65
	PY10	1,265	14,041	67	200	474	666	133	65
	IRR/**	452%	204%	121%	50%	59%	281%	16%	79%
	NPV (\$)	6,370	67,254	301	569	1,556	894	130	270

Table B: Programme Costs and Logical Framework Targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME						
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)				264.9		
Beneficiaries		1,000,000	people	250,000	Households	
Cost per beneficiary		265	USD x person		1,059	USD
Components and Cost (USD million)					WOP (\$)	WP (\$)
A. Business Development Services		127.6	Average increase in income per HH per year		-	2,114
B. Technology Promotion & Dissemination		66.5				
C. Enabling MSE Environment		52.6				
D. Programme Implementation		18.1				
Total		264.9				

Table E: Economic Cash Flow

Project year	BENEFITS				COSTS			CASH FLOW
	Incremental Benefits from successful BAC clients	Incremental Benefits from successful RTF clients: mastercraftsmen /5	apprentices	Total Net Inc. Benefits (millions)	Project Economic Investment Costs	Recurrent Costs	Total Incremental Costs	
PY1	-	-	-	-	13,171	5,329	18,499	(18,499)
PY2	13,523	384	192	14,099	14,628	7,763	22,391	(8,292)
PY3	21,120	659	330	22,108	10,366	8,766	19,132	2,977
PY4	24,462	842	421	25,726	9,130	8,801	17,931	7,795
PY5	24,462	952	476	25,891	8,158	8,804	16,962	8,929
PY6	24,462	952	476	25,891	7,650	8,286	15,937	9,954
PY7	24,462	952	476	25,891	7,608	8,245	15,853	10,037
PY8	24,462	952	476	25,891	4,436	8,211	12,647	13,244
PY9	18,347	714	357	19,418	14,878	556	15,433	3,985
PY10	18,347	476	238	19,061	14,045	720	14,764	4,297
PY11	18,347	476	238	19,061	9,395	5,123	14,518	4,543
PY12	18,347	476	238	19,061	5,887	5,314	11,201	7,860
PY13	18,347	476	238	19,061	789	164	953	18,108
PY14	18,347	476	238	19,061	13,989	1,011	15,000	4,061
PY15	18,347	476	238	19,061			15,000	4,061
PY16	18,347	476	238	19,061			15,000	4,061
PY17	18,347	476	238	19,061			15,000	4,061
PY18	18,347	476	238	19,061			15,000	4,061
PY19	18,347	476	238	19,061			15,000	4,061
PY20	18,347	476	238	19,061			15,000	4,061
NPV Ghana Cedis ('000)								3,047,278
NPV ('000 USD)								303,816
EIRR								22.8%
BCR	Benefits	394,583		costa	301,221	BCR	1.3	

Table F: Sensitivity Analysis

	Base Case	Benefits -10%	Costs + 10%	Benefits lagged by 1 year	Benefits lagged by 2 years	Benefits decrease 20% p.a. after PY10
Economic Rate of Return (ERR)	22.8%	14.7%	15.5%	12.6%	7.0%	19.9%
Net Present Value (NPV) USD '000	303 816	190 072	220 453	286 369	266 525	134 420